

Zeitschrift: Histoire des Alpes = Storia delle Alpi = Geschichte der Alpen
Herausgeber: Association Internationale pour l'Histoire des Alpes
Band: 20 (2015)

Artikel: Économie rurale et pluriactivité dans les vallées alpines lombardes (XVIIIe-XIXe siècles)
Autor: Tedeschi, Paolo
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-583372>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Économie rurale et pluriactivité dans les vallées alpines lombardes (XVIII^e–XIX^e siècles)

Paolo Tedeschi

Zusammenfassung

Landwirtschaft und Pluriaktivität in den lombardischen Alpentälern, 18. und 19. Jahrhundert

Bis zum Ende des 18. Jahrhunderts waren in den lombardischen Alpentälern Landwirtschaft, Viehzucht und Forstwirtschaft Teil der familiären Pluriaktivität. Auch wenn Bewohner zur temporären Migration in Städte oder auf Landwirtschaftsbetriebe gezwungen wurden, war es die Pluriaktivität, dank der die Familien in den Tälern bleiben konnten. Institutionelle und technologische Änderungen und neue Fiskalmethoden führten im 19. Jahrhundert aber dazu, dass die Einkünfte aus dem Primärsektor und aus den Manufakturen rückläufig waren. Auch Pluriaktivität konnte das finanzielle Gleichgewicht und das Überleben nicht mehr gewährleisten. Die Folge war ein starker Bevölkerungsrückgang in vielen Alpentälern. Ein neues Gleichgewicht etablierte sich nur dort, wo qualitativ hochwertige Waren produziert wurden.

Cette contribution vise à montrer quelques aspects de l'économie rurale des vallées alpines lombardes des dernières décennies du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e siècle et, notamment, le rôle de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture dans un système de pluriactivité.¹ L'analyse portera sur les changements institutionnels et technologiques survenus au cours du XIX^e siècle qui, en réduisant les revenus des familles ont accentué les effets négatifs de la crise socio-économique. Alors même que les revenus du secteur primaire sont en déclin, les manufactures de ces hautes vallées subissent la concurrence des

entreprises de la plaine et ne survivent que rarement. Pour les familles alpines, la rupture de l'équilibre financier que procurait la combinaison des diverses activités a eu pour conséquence une hausse de l'émigration permanente, en dépit de cas spécifiques de maintien de l'équilibre démographique.

Cette étude met aussi en évidence la combinaison de stratégies multiples qui assure la survie des habitants, puisque les seuls revenus tirés de l'économie agricole n'y suffisent pas. Les ménages recourent donc à la pluriactivité et à l'émigration temporaire et, pour les plus pauvres, aussi aux ressources de la communauté, à savoir des biens communaux. Ces stratégies sont plus simples dans les fonds de vallées proches des villes de la plaine où se développent des activités productives déjà présentes dans les vallées, tandis que les équilibres sont beaucoup plus précaires dans les hautes vallées que l'arrivée de nouvelles technologies fragilisent et que les choix politiques ne protègent plus. L'économie de la montagne est fortement touchée par l'élimination des exemptions fiscales et la vente des biens communaux. Les revenus issus de l'économie rurale diminuent et la pluriactivité finit par disparaître. Seules les vallées où il existe des productions de niche de haute qualité ou qui ont un bon rapport qualité/prix maintiennent un équilibre socio-économique. Elles évitent une forte baisse démographique et deviennent le siège, au XX^e siècle, de districts industriels. L'ensemble de ces éléments permet de saisir le rôle de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture au sein de l'économie et de la société des vallées alpines lombardes, mais aussi de noter le rôle joué par les institutions publiques. Ils permettent enfin d'établir des comparaisons avec d'autres vallées alpines quant à l'influence des décisions politiques et à l'impact de nouvelles technologies sur l'économie rurale et la pluriactivité. Cette contribution s'ajoute donc aux études d'histoire des Alpes qui cherchent à comprendre les différentes voies suivies par les montagnards afin de garder un équilibre économique et démographique en évitant l'émigration permanente des jeunes. Elle se propose aussi à d'expliquer les raisons pour lesquelles certaines vallées ont perdu plus de la moitié de leurs habitants, tandis que d'autres ont réussi à développer leurs activités manufacturières et à conserver leur population sans recourir à la pluriactivité. Le cas des vallées lombardes illustre l'importance des institutions publiques, le «know how» et la flexibilité productive des habitants qui ont été des facteurs davantage déterminants que celui de l'avantage logistique de la proximité des marchés de la plaine.²

Travaux agricoles, élevage et sylviculture au cœur de la pluriactivité des familles alpines pendant les dernières décennies du XVIII^e siècle

Même si les vallées lombardes appartiennent à trois États et systèmes législatifs différents jusqu'en 1797 (l'Empire autrichien des Habsbourg, la République de Venise et les Grisons de la Confédération Suisse), les formes de la propriété foncière s'avèrent très semblables. La petite exploitation paysanne basée sur la céréaliculture est la plus courante: la taille des propriétés augmente si les rendements (à l'hectare) se réduisent (par exemple les terrains des versants nord-ouest ou nord-est de la montagne, peu ensoleillés et moins chers). La taille des propriétés varie entre 3 hectares et 6,5 hectares, mais plus de la moitié des propriétés compte moins de 5 hectares et de nombreuses exploitations moins de 2 hectares. Dans la plupart des cas, à l'exception des rares années où les récoltes sont particulièrement bonnes, les exploitations ne nourrissent pas les familles qui les possèdent. Les propriétés ayant des pâturages et des forêts témoignent aussi d'une extension inversement proportionnelle à la qualité et à la quantité des fruits produits: les productions importantes (à l'hectare) de foin, de bois, de noix, de châtaignes, etc. se concentrent sur les plus petites propriétés (caractérisées aussi par un prix plus élevé). Selon la nature des sols, l'exposition au soleil et la quantité de fumier épandu et selon les labours, une même culture peut atteindre des rendements allant du simple au double, voire au triple. Les forêts ont des rendements qui peuvent varier du simple au quadruple. Quant aux terres emblavées et les prés, leur rendement est plus élevé dans les fonds de vallées, ce qui explique que la valeur des propriétés foncières y est de 5 à 6 fois plus élevée que dans les hautes vallées.³

Les petits propriétaires constituent la majorité des habitants à l'exception des familles possédant plusieurs petites exploitations dirigées par des métayers ou des locataires. Les métayers sont présents dans les fonds des vallées où la terre est de bonne qualité et bien ensoleillée et où il existe des vignobles, des arbres fruitiers, notamment les pommiers, et des emblavures – blé, maïs et seigle surtout. Les locataires louent des prés de fauche, des pâturages pour y estiver les vaches venant de la plaine, et des forêts qui fournissent non seulement du bois, mais aussi des produits tels que les noix et les châtaignes qui représentent un apport important pour le régime alimentaire des familles alpines. La sylviculture garantit les matières premières nécessaires aux scieries, aux fours de fusion et aux petites forges qui utilisent du charbon de bois, et aux tanneries (utilisant le

tanin). Elle fournit aussi le bois aux villageois pour le chauffage, la cuisine et la construction. L'utilisation des pâturages varie et certains sont parfois couverts de buissons et de bruyère. Les pâturages fauchés fournissent du fourrage pour les animaux de trait et les animaux de boucherie, d'autres servent d'alpages pour l'élevage des jeunes animaux et les vaches laitières dont le lait sert à la fabrication de fromage et de beurre constituant des revenus d'appoint importants pour les éleveurs. La location des alpages représente une source de revenus monétaires pour les familles de propriétaires fonciers (ou de tous les habitants du village s'il s'agit de biens communaux) et en même temps, les troupeaux transhumant de la plaine à l'alpage fournissent de l'engrais naturel, ce qui permet d'améliorer les faibles rendements des terres à céréales.

En outre, les autorités municipales touchent de l'argent provenant de la production de fromage et de beurre, parce qu'elles encaissent aussi bien les loyers des *casere*, qui sont de petits bâtiments situés dans les hauts pâturages où se préparaient les produits laitiers, que les taxes sur le transport des produits laitiers, et éventuellement aussi, celles provenant des ventes qui se font au village. Enfin, même si l'élevage des bovins devient toujours plus important au XIX^e siècle, la présence des moutons reste indispensable surtout dans les hautes vallées, même si leur nombre tend à diminuer. Ils produisent du lait et sont une source de revenus avec la vente de leur laine. En outre, ils fournissent de la viande lors de la célébration des fêtes religieuses. Mais les chèvres, dont l'élevage est interdit, sont désormais moins nombreuses que la volaille, les lapins et les porcs.⁴

L'agriculture, l'élevage et la sylviculture occupent la plupart des membres des familles alpines. Toutefois, l'activité principale dépend de la capacité professionnelle des hommes. Les productions métallurgiques réussissent à se développer grâce à de très bons artisans, et la propriété foncière de la famille peut être amodiée pour financer l'activité manufacturière. Les familles les plus riches qui possèdent plusieurs terres les utilisent parfois comme caution pour l'obtention de crédits destinés à financer les manufactures. Les femmes, les fils cadets et les hommes moins qualifiés travaillent pour obtenir des revenus complémentaires à ceux du chef de famille. Ils cultivent le jardin potager et le petit terrain que la famille possède ou qu'elle loue sur la base d'un bail de métayage ou de fermage; ils récoltent le foin pour le bétail, les fagots et travaillent dans la forêt comme bûcherons et charbonniers. Dans les fonds de vallée, les adultes travaillent parfois comme salariés agricoles. À ces diverses activités s'ajoute le travail dans les petites usines métallurgiques et textiles ainsi que dans les scieries et les papeteries présentes dans les vallées.

Le rôle de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture au sein de la pluriactivité est fondamental pour l'économie des vallées alpines. Les productions du secteur primaire, même si elles sont insuffisantes pour assurer la subsistance d'une famille, constituent un apport qui renforce la flexibilité de la main-d'œuvre des manufactures alpines parce qu'elle peut accepter des salaires moindres. La compétitivité des produits des vallées en est accrue. La pluriactivité fournit à ces familles alpines des revenus permettant une vie acceptable, mais frugale, ce qui explique que l'émigration, aussi bien temporaire que saisonnière reste quantitativement limitée. Dans les cas de migration, les migrants saisonniers, tout comme ceux des Apennins, sont employés dans les fermes des collines et des plaines qui n'ont pas suffisamment de main-d'œuvre salariée dans les périodes clés de l'année agricole, les moissons et les vendanges. Hommes et femmes participent à cette migration, les femmes travaillant aussi dans les rizières. Ils reçoivent de l'argent ainsi que le droit de glaner.

Il existe également un système local de redistribution de la richesse géré par les autorités municipales et par l'Église qui fournit des liquidités aux vallées et assure une certaine paix sociale. Le patrimoine des institutions religieuses, tels les *luoghi pii*, provient des legs des familles les plus riches et jouent un rôle important à double titre. Les œuvres charitables aident les pauvres, et les prêtres de ces institutions, garantis par des hypothèques sur les propriétés foncières, fournissent l'argent liquide nécessaire aux activités productives des vallées en l'absence de banques qui n'ont été créées qu'au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Les prêtres consentis aux agriculteurs, éleveurs et artisans des villages alpins servent à l'achat de semences, de fourrage, de matières premières, etc. À cela, s'ajoutent des subsides ou des aumônes et la jouissance des biens communaux pour les familles pauvres, ce qui, avec l'émigration, atténue la précarité économique et l'instabilité sociale au sein des communautés alpines.⁵

Dans les plus gros villages qui disposent de terres et de forêts de meilleure qualité ou de manufactures, telles que mines, moulins, scieries, etc., les *luoghi pii* reçoivent plus de legs et disposent donc de plus de ressources pour satisfaire les besoins des habitants. En revanche, dans les villages plus petits où les terrains sont de mauvaise qualité et où il n'y a pas de manufactures, les habitants n'ont pas la possibilité de trouver un emploi dans les villages voisins. Les membres des familles sont obligés de chercher du travail à l'extérieur. Il s'agit dans la plupart des cas d'une migration temporaire touchant des hommes adultes qui deviennent maçons dans les villes ou dockers dans les ports de Gènes et de

Venise. Toutefois la durée de l'absence est fonction de la distance et peut même atteindre plusieurs années. Enfin, une absence plus longue hors des vallées d'origine est caractéristique des artisans plus qualifiés, en particulier les forgerons, qui s'emploient dans les villes italiennes ou à l'étranger. Ces derniers cas ne concernent pas la pluriactivité. Les privilèges fiscaux et les revenus de ces spécialistes ne peuvent pas être comparés à ceux des autres habitants et familles des villages alpins lombards.⁶

Les effets des changements institutionnels et technologiques du XIX^e siècle

À la fin du XVIII^e siècle, l'invasion française modifie le contexte politique des vallées alpines lombardes. D'abord incluses dans la République Cisalpine, leur unité politique et administrative est confirmée pendant la période napoléonienne. Elles sont ensuite, lors du Congrès de Vienne, intégrées au Royaume de Lombardie-Vénétie appartenant à l'Empire autrichien. Ce bouleversement politique influence le système productif et l'économie rurale des vallées, car les gouvernements français, puis autrichien, augmentent les impôts sur la propriété foncière tant en promouvant la vente des terres communales et des biens immobiliers communs liés au secteur agricole, comme les greniers à foin, les étables et les moulins.⁷

Le prélèvement des nouveaux impôts est fixé d'après les données du nouveau cadastre, soigné et précis, qui indiquent le rendement «ordinaire» de chaque parcelle de terre ainsi que le revenu attendu et donc l'impôt à payer. Le cadastre a aussi pour but d'améliorer la production et la productivité agricole. Ils avantage les propriétaires voulant accroître leur production et leurs rendements au-delà des valeurs «ordinaires». Ces dernières sont fixées pour un temps long pour chaque parcelle de terre et l'impôt ne se modifie pas lorsque la production réelle dépasse la valeur «ordinaire». Les propriétaires qui parviennent à accroître leur récolte sont donc proportionnellement moins taxés. Inversement, l'impôt est plus élevé si la récolte est inférieure à la valeur «ordinaire»: il faut donc payer un impôt sur une production inexistante. Le niveau de taxation est plus élevé qu'auparavant. Pour avoir un réel avantage fiscal par rapport au passé, il faut donc dépasser la valeur «ordinaire» d'au moins 10 pour cent.⁸ Dans les vallées alpines, la mise en œuvre du nouveau cadastre réduit les revenus réels des petits propriétaires. Même si la valeur des productions «ordinaires» prévues pour les

parcelles des terrains montagnards est modérée, il est très difficile d'améliorer les rendements, et les investissements nécessaires ne peuvent être amortis que sur de très longues périodes. Le niveau réel de taxation s'avère très élevé et touche des familles qui, combinant les revenus de leur petite propriété foncière et de la pluriactivité, atteignent juste le niveau de subsistance. Les nouvelles règles fiscales rompent donc l'équilibre financier des familles alpines qui sont aussi précarisées en raison de la forte variabilité des récoltes. Les conditions s'améliorent uniquement pour les propriétaires des terres plantées en mûriers pour l'élevage des vers à soie. La vente de feuilles de mûriers et/ou de cocons leur procurent des rentrées monétaires importantes jusqu'à la crise que provoque l'apparition de la pébrine au milieu des années 1850.

L'effet négatif des nouveaux impôts est particulièrement frappant dans les vallées qui, au XVIII^e siècle, appartenaient à la République de Venise, jouissaient alors d'exemptions fiscales et bénéficiaient, en général, d'un niveau de taxation très bas. La situation des vallées alpines s'aggrave avec la privatisation des terres communes qui débute durant la période napoléonienne, se poursuit sous le gouvernement autrichien et s'accélère encore dès 1839, lorsqu'une loi autrichienne favorise la vente des biens communaux. L'objectif est d'augmenter le rendement des terres communes qui n'est réalisable, dans l'esprit du législateur, que si leur gestion est confiée à un propriétaire privé. Dans les vallées alpines le résultat final ne correspond pas aux attentes des autorités publiques: les rendements n'augmentent pas. Au contraire, les nouveaux propriétaires, cherchant un retour sur investissement rapide, surexploitent ces terres cultivées en céréales ou en prairies et provoquant une perte de fertilité à long terme. La surexploitation est aussi liée aux controverses qui entourent la vente de terres communes et que certains habitants revendiquent comme propriété privée et qui finissent pas des procès devant les tribunaux civils. Face à la possibilité de perdre les terrains achetés, les nouveaux propriétaires cherchent à obtenir au plus vite le maximum de rendement, sans respecter les règles nécessaires pour assurer de bons rendements aussi à moyen terme. Ce qui est aussi le cas de certains acquéreurs, mais qui bien que n'ayant pas les moyens d'investir dans l'amélioration des rendements, refusent d'emprunter et se contentent de surexploiter les terres et les pâturages nouvellement acquises.⁹

Cette situation concerne aussi les forêts. Leur surexploitation provoque parfois des dégâts environnementaux très importants. Si les nouveaux propriétaires procèdent à l'abattage d'arbres sans en replanter et sans respecter les règles de rotation nécessaires à la régénération de la forêt, ils provoquent une réduction

progressive, puis la disparition du bois qui peut être exploité, et les taillis se substituent aux grands arbres. À terme, l'absence de racines des grands arbres conduit aussi à une augmentation des glissements de terrain et des inondations. Les risques d'inondation sont accrus lorsque l'accès aux forêts est interdit aux familles pauvres qui, traditionnellement, nettoyaient les forêts en procédant au ramassage des branches tombées ou en coupant les petits buissons.

Pour les habitants des vallées victimes d'inondations ou d'éboulements s'ajoutent, pour les familles les plus pauvres, les pertes de jouissance des biens communaux, désormais privatisés qui permettaient autrefois à ces familles tout juste de survivre en y ramassant des grains, du foin, des branchages et des petites baies. Les petits subsides que leur allouent les autorités municipales, obligées d'envoyer à l'État central une partie toujours plus importante de leurs rentrées fiscales, ne compensent pas la valeur de ces produits. En outre, les terres restées communes sont moins étendues et fournissent moins de produits. En outre, le patrimoine des *luoghi pii* n'échappe pas à la taxation plus élevée mise en place par le nouveau cadastre, ce qui entraîne une réduction des fonds destinés à la charité et au crédit. Dans ce contexte, si les autres activités des membres de la famille ne compensent pas la perte de revenus, le nombre d'émigrants quittant définitivement la vallée d'origine ne peut qu'augmenter.

L'économie des vallées est également touchée par les modifications des lois italiennes de 1866 et 1867 qui suppriment les ordres, les corporations et les congrégations ecclésiastiques et liquident leurs patrimoines fonciers. Certains *luoghi pii*, directement concernés par cette décision sont dissous, les autres doivent payer un impôt extraordinaire de 30 pour cent, ce qui influence de façon négative le financement des petites manufactures et des exploitations agricoles des vallées alpines lombardes. Les artisans et les petits propriétaires fonciers disposent de moins de liquidités financières pour investir dans l'amélioration de leurs produits et de leur productivité. Les manufactures moins efficaces sont contraintes de fermer par manque de crédit, ce qui réduit les possibilités de travail dans le secteur secondaire. Ce n'est que dans les années 1880 que les nouvelles banques coopératives (les *Casse Rurali*)¹⁰ se substituent aux *luoghi pii*. Mais en raison aussi des effets négatifs de la grande crise agraire, il est trop tard pour faire redémarrer la plupart des activités productives.

La perte de revenu, liée à la crise des petites manufactures, ainsi qu'à la fermeture de mines dont le rendement décroît, ne peut être compensée par une agriculture bloquée par de faibles rendements. Les investissements nécessaires pour augmenter les productions agricoles sont très élevés et, du fait des con-

ditions climatiques, de la nature du sol et de l'ensoleillement, ne garantissent pas des récoltes qui justifieraient les dépenses engagées. De plus, pour les petits propriétaires des terrains moins fertiles, il est difficile d'avoir recours aux nouveautés proposées pour ensemercer et fertiliser leurs parcelles. Le recours à une rotation quadriennale susceptible d'augmenter les rendements en réduisant la terre cultivée en céréales et en incluant la culture du trèfle et en laissant une jachère sur le quart du terrain, constituerait, dans les premières années, un risque important, surtout si l'on considère que la récolte en année ordinaire permettait juste de produire un niveau de subsistance suffisant. La réduction des revenus en dessous d'un niveau acceptable et une offre de travail moindre dans les vallées ont eu pour conséquence une émigration des plus jeunes qui sont partis chercher du travail non seulement dans les usines de la plaine où s'amorce le processus d'industrialisation, mais aussi dans les pays transalpins et aux Amériques. Des villages qui n'avaient jamais été affectés par l'émigration permanente perdent, en quelques décennies, la moitié de leurs habitants et, dans les hautes vallées, la réduction des effectifs peut même dépasser 70 pour cent.¹¹

Ce fort déclin démographique a été amplifié par les modifications qu'a subies l'économie de la plaine lombarde et par l'implantation du chemin de fer traversant les Alpes. Dans les exploitations des collines et de la plaine, les nouvelles semences hybrides, les engrais chimiques et le recours aux machines agricoles permettent non seulement une production accrue, mais réduisent aussi la demande de travailleurs saisonniers des vallées alpines pour la moisson et la vendange. En outre, l'essor du réseau de chemin de fer réduit les revenus traditionnels provenant du commerce entre la Lombardie et les pays transalpins dans les villages d'altitude. Non seulement les marchandises de la plaine qui concurrencent celles des vallées arrivent plus rapidement dans les vallées alpines, mais une grande partie des activités liées à l'emploi des animaux pour les transports et au logement des voyageurs disparaissent. Celles qui résistent sont situées là où existe une gare ou bien à la croisée des vallées. En revanche, les avantages économiques liés à la présence des ouvriers qui construisent les voies ferrées sont limités dans le temps et ne concernent que peu de communautés.

Les changements technologiques affectent également un autre revenu typique des vallées, celui que fournissaient la production et la vente de fromage et de beurre d'alpage. Une partie importante des éleveurs de bovins commencent à utiliser les laiteries et les fromageries plus modernes installées dans la plaine, ce qui réduit fortement la production des vallées alpines. Et étant donné que les éleveurs louent moins de pâturages alpins pour l'estivage, les vallées perdent

tout à la fois de l'argent et des engrais naturels gratuits. En revanche, pour les producteurs de fromage qui se déplacent vers les fermes nouvellement créées dans la plaine irriguée, la stabulation du bétail dans des étables modernes et son nourrissage avec des fourrages cultivés en rotation avec les céréales leur permet d'investir dans des laiteries et fromageries qui permettent d'améliorer la qualité de leurs produits et d'élargir leur gamme de produits. En même temps, le chemin de fer permet d'élargir l'aire de vente de ces produits, d'autant plus que les produits d'alpage deviennent moins concurrentiels. Quant aux moutons, dont l'élevage reste transhumant, leur nombre continue de décroître. L'ensemble de ces modifications structurelles réduit l'argent disponible dans les villages alpins et accentue donc l'émigration.

Enfin, la taille des fabriques de la plaine lombarde s'accroît, ce qui leur permet de réaliser des économies d'échelle. Les équipements modernes dont ces entreprises disposent sont financés par des prêts à moyen et long terme que leur font les premières banques mixtes. Ils leur permettent de faire face à la concurrence sur le marché national et international.¹² Seules les manufactures des vallées capables d'améliorer leur productivité et la qualité de leurs produits réussissent à résister à la concurrence, ce qui est le cas des meilleures usines métallurgiques dont les produits ont un rapport qualité/prix élevé. L'habileté des maîtres artisans/entrepreneurs, qui utilisent les fours et les forges pour réaliser des produits en fer ou en laiton haut de gamme ou des produits de niche (couverts, couteaux, clous, outils agricoles, etc.) et qui organisent le travail de manière intensive en procédant, en partie, à l'auto-exploitation de leur famille, leur permet de rester compétitifs face aux entreprises de la plaine. Cette démarche conduit, au XX^e siècle, à la naissance de quelques districts industriels alpins. Seules les entreprises métallurgiques et textiles capables de s'agrandir et qui sont situées à proximité des chemins de fer ou des routes leur donnant un accès efficace et peu coûteux aux marchés de la plaine arrivent à survivre. Ce développement explique le maintien de l'équilibre démographique de certains villages qui ne doivent recourir ni à l'émigration permanente, ni à la pluriactivité traditionnelle.¹³

Il s'agit toutefois d'exceptions, même si elles sont très importantes. À la fin du XIX^e siècle, dans la plupart des villages alpins, la pluriactivité familiale ne combine plus les diverses activités. Les autorités publiques cherchent à stopper le déclin démographique en améliorant les conditions de vie dans les villages des hautes vallées. Au début du XX^e siècle de nouvelles institutions publiques, les *Cattedre ambulanti*, envoient leurs agronomes dans les hautes vallées pour

expliquer aux habitants comment augmenter les rendements des parcelles cultivées en céréales et des pâturages, et comment améliorer quantitativement et qualitativement la production laitière.¹⁴ Toutefois le monde rural alpin reste en crise et le recul démographique des vallées ne peut être enravé. Au cours des décennies suivantes, seul le développement progressif du tourisme alpin permet à quelques villages de combattre l'exode rural.

Conclusion

Jusqu'au début du XIX^e siècle, l'agriculture, l'élevage et la sylviculture contribuent à l'équilibre socio-économique et démographique des villages alpins. Même s'ils constituent une partie importante du système de la pluriactivité, ils ne fournissent pas de revenus suffisants pour la survie de la population locale. Les changements institutionnels et technologiques du XIX^e siècle ont contribué à réduire progressivement les revenus provenant des diverses activités du secteur primaire – exploitation des terres, des pâturages et des forêts – ainsi que ceux du secteur secondaire – activités manufacturières et extractives. L'accroissement de la taxation sur la propriété foncière a réduit d'autant les revenus des paysans. Or, parmi ces derniers figurent de nombreux petits propriétaires dont les parcelles de terre n'ont que de faibles rendements qu'il n'est pas possible d'accroître comme l'exigeraient les nouvelles règles fiscales. De plus, les familles les plus pauvres ne jouissent plus des biens communaux et reçoivent moins d'aide de la part des autorités publiques et ecclésiastiques. Les petites exploitations agricoles et les petites manufactures obtiennent également moins de financements. Enfin, le développement des chemins de fer et la naissance de grandes entreprises modernes dans la plaine lombarde créent une rude concurrence pour les manufactures alpines. Ne survivent que celles qui arrivent à se renouveler, en diversifiant leurs activités vers les productions de niche haut de gamme ou ayant un haut rapport qualité/prix. Dans la plupart des villages, la réduction des revenus liés à l'agriculture, à l'élevage et à la sylviculture s'ajoute à celle qui résulte de la fermeture de petites manufactures. La pluriactivité ne suffit plus. Elle disparaît progressivement et les plus jeunes émigrent de façon permanente.

Notes

- 1 Les sources utilisées dans cette contribution sont constituées, pour les vallées de la Lombardie orientale, de documents d'archives concernant le cadastre, les actes de ventes (cf. les liasses des notaires), les communications des autorités publiques locales au gouvernement à propos des productions agricoles. En ce qui concerne les autres vallées lombardes, il est renvoyé à la vaste bibliographie existante. Les sources archivistiques utilisées sont: Archives d'État de Brescia, *IRDP*, bb. 3896–3897, 4198–4200; *Notarile di Brescia*, bb. 14558–14650, 15093–15101, 14836, 14992–15009, 15074, 15093–15100, 15429; *Notarile di Salò*, bb. 2558, 2585–2586; *Petizioni d'estimo*, bb. 145–148, 233–236, 239–241, 244–273, 282–291, 331, 337–343, 348, 412–413, 447–448, 451, 454, 457–458, 460–478, 481, 487–488, 490–495, 504–506, 518–521, 526–529, 533–558, 560–562, 588–589, 604, 608–611, 631–632, 651–652, 667–668, 678–679, 686–689, 694–700, 708–710; Archives d'État de Milan, *Agricoltura p.m.*, bb. 1–4, 13, 22; *Catasto Lombardo-Veneto*, bb. 9943–9969, 10120–10154, 12157, 12168, 12193, 12199, 12200–12203. Pour les sources bibliographiques, cf. notamment M. Romani, *L'agricoltura in Lombardia dal periodo delle riforme al 1859. Struttura, organizzazione sociale e tecnica*, Milan 1957, pp. 57–76, 81–85; *Idem*, *Un secolo di vita agraria in Lombardia (1861–1961)*, Milan 1963, pp. 3–161; A. Cova, *Aspetti dell'economia agricola lombarda dal 1796 al 1814. Il valore dei terreni, la produzione, il mercato*, Milan 1977; A. Moioli, «I sistemi agricoli nella Lombardia orientale durante la prima metà dell'Ottocento. Il caso delle zone ex-venete (province di Bergamo, Brescia e Cremona)», *Rivista di storia dell'agricoltura*, 3, 1978, pp. 18–32; S. Zaninelli (sous la dir. de), *Questioni di storia agricola lombarda nei secoli XVIII–XIX. Le condizioni dei contadini, le produzioni e l'azione pubblica*, Milan 1979; M. Bianchi, «L'agricoltura lombarda nell'epoca delle rilevazioni catastali (1720–1731): la montagna», *Archivio Storico Lombardo*, 1982–1983, pp. 277–298; L. Faccini (sous la dir. de), *Agricoltura e condizioni di vita dei lavoratori agricoli lombardi: 1835–1839. Inchiesta di Karl Czoernig*, Milan 1986, pp. 308–317, 381–409, 707–749; F. Della Peruta (sous la dir. de), *La proprietà fondiaria e le popolazioni agricole in Lombardia. Studi economici di Stefano Jacini*, Milan 1996, pp. 95–126; P. Tedeschi, «Aspetti dell'economia della valli bresciane nell'età della Restaurazione», in: A. Leonardi (sous la dir. de), *Aree forti e deboli nello sviluppo della montagna alpina*, Trento 2001, pp. 191–217; G. C. Marchesi, *Quei laboriosi valligiani. Economia e società della montagna bresciana tra il tardo Settecento e gli anni postunitari*, Brescia 2003.
- 2 Pour d'intéressantes comparaisons avec d'autres régions alpines, cf. notamment B. Derouet, L. Lorenzetti, J. Mathieu (sous la dir. de), «Pratiques familiales et sociétés de montagne (XVI^e–XX^e siècles)», *Itinera*, 29, 2010; P. Charbonnier et al. (sous la dir. de), *Les espaces collectifs dans les campagnes: 11^e–21^e siècle*, Clermont Ferrand 2007, pp. 281–355; A. Antoine, M. Cocaud, «La pluriactivité dans les sociétés rurales. Approche historiographique», in: G. Le Bouëdec et al. (sous la dir. de), *Entre terre et mer. Sociétés littorales et pluriactivités (15^e–20^e siècle)*, Rennes 2004, pp. 13–33; J. Mathieu, «Use, Property and Market of Land in Mountain Areas, 15th to 19th Centuries», in: S. Cavaciocchi (sous la dir. de), *Terra e mercato. Secc. XIII–XVIII*, Florence 2004, pp. 159–177; A.-L. Head-König, «Les alpages en Suisse. Typologie et accès à la propriété, rapport aux marchés, migrations (XVI–début XIX siècle)», in: *Ibid.*, pp. 315–336; L. Fontaine, *Pouvoir, identités et migrations dans les hautes vallées des Alpes occidentales, XVII^e–XVIII^e siècle*, Grenoble 2003; A. Fornasin, A. Zannini (sous la dir. de), *Uomini e comunità delle montagne: paradigmi e specificità del popolamento dello spazio montano (secoli XVI–XX)*, Udine 2002; N. Vivier, *Propriété collective et identité communale. Les biens communaux en France 1750–1914*, Paris 1998; *Idem*, *Le Briançonnais rural aux XVIII^e et XIX^e siècle*, Paris 1992; G. L. Fontana (sous la dir. de), *Le vie dell'industrializzazione europea: sistemi a confronto*, Bologne 1997. Pour la proto-industrie et le développement industriel des régions alpines, cf. également pour les vallées Lombardes, celles de C. Besana, A. Colli, L. Mocarelli; P. Villani (sous la dir. de), «La pluriactivité negli spazi rurali: ricerche a confronto», *Annali dell'Istituto Alcide Cervi*, 11, 1989.

- 3 La caractéristique alliant grandes propriétés avec des rendements plus faibles est présente aussi dans la plaine et la colline, surtout en Lombardie orientale. Sur la distribution de la propriété foncière dans les vallées lombardes et sur les prix et les rendements des terres alpines aux XVIII^e et XIX^e siècles, outre les références de la note 1, cf. S. Zaninelli (sous la dir. de), *La proprietà fondiaria in Lombardia dal catasto teresiano all'età napoleonica*, Milan 1986; P. Tedeschi, «Marché foncier et systèmes de production agricoles dans l'Italie du nord au XIX^e siècle: le cas de la Lombardie orientale», *Revue Européenne d'Histoire*, 5, 2008, pp. 459–477; *Id.*, *I frutti negati: assetti fondiari, modelli organizzativi, produzioni e mercati agricoli nel Bresciano durante l'età della Restaurazione (1814–1859)*, Brescia 2006, pp. 58–101, 432–434, 460–463.
- 4 Sur l'élevage et les productions laitières dans les vallées lombardes, outre les références de la note 1, cf. G. Fumi, «L'esportazione di bestiame dalla Svizzera e l'allevamento bovino in Lombardia (secoli XVIII–XIX)», in: F. Piola Caselli, *Regioni alpine e sviluppo economico. Dualismi e processi d'integrazione (secc. XVIII–XX)*, Milan 2003, pp. 153–188; L. Mocarelli, «When the mountain serves the city: the production of cheese and wool in 18th century Bresciano (Italian Alps)», *Nomadic People*, 2, 2009, pp. 160–170; P. Tedeschi, S. Stranieri, «L'évolution del settore lattiero-caseario lombardo dall'Ottocento al Duemila», in: G. Archetti, A. Baronio (sous la dir. de), *La civiltà del latte. Fonti, simboli e prodotti dal Tardoantico al Novecento*, Brescia 2011, pp. 691–716; C. Besana, *Tra agricoltura e industria. Il settore caseario nella Lombardia dell'Ottocento*, Milan 2012.
- 5 Sur le rôle socio-économique des institutions religieuses dans les vallées alpines lombardes, outre les références de la note 1, cf. P. Tedeschi, «Marché foncier, crédit et activités manufacturières dans les Alpes: le cas des vallées de la Lombardie orientale (XVIII–XIX siècles)», *Histoire des Alpes– Storia delle Alpi – Geschichte der Alpen*, 12, 2007, pp. 247–259; A. M. Locatelli (sous la dir. de), *Regole sociali e economia alpina. La 'Cassetta dei morti' a Campodolcino tra età moderna e contemporanea*, Milan 2005. Sur le système de crédit liant propriété foncière, économie rurale et manufactures alpines, cf. G. D. Piluso, «Terra e credito nell'Italia settentrionale nel Settecento: mercati, istituzioni e strumenti in prospettiva comparata», in: Cavaciocchi (voir note 2), pp. 743–764; P. Tedeschi, *Mercato immobiliare e mercato del credito nel Bresciano alla fine del Settecento*, in: *Ibid.*, pp. 847–875; P. Tedeschi, «Sale or Gratuitous Transfer? Conveyance of Family Estates in a Manufacturing Village: Lumezzane in the 18th and 19th Centuries», *Continuity and Change*, 3, 2008, pp. 429–455. Sur les liens entre le marché foncier et le marché du crédit, cf. aussi G. Béaur, «Marché foncier et crédit dans les sociétés préindustrielles. Des liens solides ou des chaînes fragiles?», *Annales, Histoire, Sciences, Société*, 6, 1994, pp. 1411–1428; G. Postel-Vinay, *La terre et l'argent. L'agriculture et le crédit en France du XVIII^e au début du XX^e siècle*, Paris 1998.
- 6 Sur l'émigration des vallées alpines, cf. la bibliographie de la note 11. Pour des exemples concernant l'émigration des artisans les plus habiles, cf. aussi la bibliographie de la note 13.
- 7 Sur les changements institutionnels et leurs effets socio-économiques, en particulier sur la propriété foncière et les biens communaux, cf. E. Rotelli, «Gli ordinamenti locali della Lombardia preunitaria (1755–1859)», *Archivio Storico Lombardo*, 1974, pp. 171–234; P. Tedeschi, «Notes sur la gestion des ressources naturelles dans les vallées alpines de la Lombardie orientale au 19^e siècle: les eaux», in: R. Furter, A.-L. Head-König, L. Lorenzetti (sous la dir. de), «Les ressources naturelles», *Histoire des Alpes*, 19, 2014, pp. 113–126; *Idem*, «Note sull'uso delle risorse collettive in Lombardia orientale nell'Ottocento», in: L. Mocarelli (sous la dir. de), *Quando manca il pane. Origini e cause della scarsità delle risorse alimentari in età moderna e contemporanea*, Bologne 2013, pp. 179–196.
- 8 L'impôt relatif aux productions et rendements «ordinaires» établis par le nouveau cadastre peut être réduit seulement lorsque le propriétaire peut démontrer que la récolte a été inférieure à la norme en raison d'un accident climatique grave ou de maladies ayant affecté fortement les cultures et les arbres. Ainsi, dans les années 1850, les taxes sur les vignobles ont été réduites parce que l'oïdium a réduit la récolte jusqu'à 80 pour cent et provoqué également une forte baisse de la qualité du vin. Cf. Tedeschi (voir note 3), pp. 340–342.

- 9 Sur le nouveau cadastre et ses effets sur les vallées lombardes, outre les références des notes 1 et 5, cf. «Sovrana risoluzione intorno all'alienazione dei beni comunali ed in particolare dei beni comunali incolti (16 aprile 1839)», *Raccolta degli Atti del Governo*, 1, 1839, pp. 115–120; A. M. Locatelli, P. Tedeschi, «Entre reforme fiscale et développement économique: les cadastres en Lombardie aux 18^e et 19^e siècles», in: F. Bourillon, N. Vivier (sous la dir. de), *La mesure cadastrale. Estimer la valeur du foncier*, Rennes 2012, pp. 19–39; A. M. Locatelli, *Riforma fiscale e identità regionale. Il catasto per il Lombardo-Veneto (1815–1853)*, Milan 2003; P. Tedeschi, «Common Land in the Eastern Lombardy during the Nineteenth Century», *Historia Agraria*, 55, 2011, pp. 75–100.
- 10 Sur les banques en Lombardie et les *Casse Rurali* au XIX^e siècle, cf. P. Cafaro, «Solidarietà ed efficienza. Scelta confessionale e reti di fiducia agli albori del credito cooperativo (fine '800–primi '900)», in: T. Fanfani, G. Conti (sous la dir. de), *Regole e mercati: fiducia, concorrenza, innovazioni finanziarie nella storia creditizia italiana*, Pisa 2002, pp. 143–162; *Idem*, «Alle origini del sistema bancario in Lombardia: Casse di risparmio e banchieri privati», in: G. Conti, S. La Francesca (sous la dir. de), *Banche e reti di banche nell'Italia postunitaria*, Bologne 2000, pp. 437–503.
- 11 Sur l'émigration des habitants des vallées alpines durant les XVIII^e et XIX^e siècles, il existe une vaste bibliographie. Outre les références de la note 1, cf. D. Albera, «L'emigrante alpino: per un approccio meno statico alla mobilità spaziale», in: D. Jalla (sous la dir. de), *Les hommes et les Alpes*, Turin 1991, pp. 179–206; M. Cavallera, «L'emigrazione nel secolo XVIII: terre lombarde nell'arco alpino», in: C. Brusa, R. Ghiringhelli (sous la dir. de), *Emigrazione e territorio: tra bisogno e ideale*, Varese 1995, vol. II, pp. 149–191; C. Ge Rondi, «La dinamica delle province lombarde tra Sette e Ottocento», *Bollettino di demografia storica*, 28, 1998, pp. 63–87; T. Busset, J. Mathieu (sous la dir. de), «Mobilité spatiale et frontières», *Histoire des Alpes*, 3, 1998 (en particulier les contributions de L. Fontaine, C. Grandi, P. P. Viazzo); G. Scaramellini, «Valtellina e convalli nel 'lungo Ottocento': vocazioni, domande economiche, mutamenti. Riflessi di una transizione incompiuta», in: Leonardi (voir note 1); P. Tedeschi, «Autosufficienza economica, specializzazione e mobilità delle risorse umane nell'arco alpino italiano tra età moderna e contemporanea», in: D. Grange (sous la dir. de), *L'espace alpin et la modernité. Bilans et perspective au tournant du siècle*, Grenoble 2002, pp. 61–78; L. Lorenzetti, R. Merzario, *Il fuoco acceso. Famiglie e migrazioni alpine nell'Italia d'età moderna*, Rome 2005.
- 12 Sur le développement du secteur industriel en Lombardie au XIX^e siècle, cf. notamment S. Zaninelli (sous la dir. de), *Storia dell'industria lombarda*, vol. 1, *Un sistema manifatturiero aperto al mercato Dal Settecento all'Unità*, vol. 2, t. 1, *Alla guida della prima industrializzazione italiana*, Milan 1988–1990; M. Romano, *Alle origini dell'industria lombarda. Manifatture, tecnologie e cultura economica nell'età della Restaurazione*, Milan 2012.
- 13 Sur les capacités des entrepreneurs alpins et l'organisation de leurs activités productives, cf. notamment L. Trezzi, «Imprenditori e risorse produttive nella montagna italiana (secc. XVII–XIX): la recente storiografia sulle alpi e prealpi centro-occidentali», in: *Idem* (sous la dir. de), *Imprenditorialità nelle Alpi fra età moderna e contemporanea*, Trento 1997, pp. 76–128; G. L. Fontana, A. Leonardi, L. Trezzi (sous la dir. de), *Mobilità imprenditoriale e del lavoro nelle Alpi in età moderna e contemporanea*, Milan 1998; R. Merzario, *Il capitalismo nelle montagne. Strategie familiari nella prima fase di industrializzazione nel Comasco*, Bologne 1989. Pour des exemples concernant les vallées alpines où les manufactures restent compétitives, cf. L. Mocarelli, «Tra sviluppo e insuccesso: i diversi percorsi economici di alcune vallate manifatturiere delle Alpi italiane centro-occidentali tra età moderna e contemporanea», in: Grange (voir note 11) pp. 79–90; Leonardi (voir note 1); C. Besana, «Premana una comunità artigiana tra Otto e Novecento», in: Piola Caselli (voir note 4), pp. 207–226; Tedeschi (voir note 5).
- 14 Sur l'activité des *Cattedre ambulanti* lombardes, cf. O. Failla, G. Fumi (sous la dir. de), *Gli agronomi nella storia dell'agricoltura lombarda: dalle cattedre ambulanti ai nostri giorni*, Milan 2006.